

## **Question écrite de Philippe Poutou pour le groupe Bordeaux En**

### **Luttes**

#### **Question concernant les quartiers populaires**

Les quartiers populaires sont revenus dans l'actualité et dans les débats politiques mais encore une fois dans la rubrique « faits divers ».

Une série d'évènements ont marqué plusieurs quartiers populaires dans plusieurs communes de l'agglomération.

Le plus dramatique étant la mort d'une jeune de 16 ans dans la cité des Aubiers.

Malheureusement et à tort, il n'est retenu que les histoires de délinquances, de violences entre bandes de jeunes, de concurrence entre trafiquants de différents quartiers. Certes, tout cela est une réalité.

Mais c'est un bout d'une réalité plus profonde, plus large, ancienne mais qui semble s'aggraver.

Ce qui s'est passé entre le 31 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier doit servir d'alerte, de cri au secours, de SOS. C'est une expression de la souffrance sociale vécue par des milliers d'habitant.e.s de ces quartiers qui payent le plus chèrement la brutalité de la crise économique qui dure depuis des décennies et à laquelle se rajoute une crise sanitaire qui augmente forcément les tensions et le sentiment de mal être.

La violence que l'on perçoit, celle que les habitant.e.s subissent directement au travers de ce qu'on appelle les incivilités, les bagarres, les agressions verbales et physiques, les boîtes aux lettres fracassées, les poubelles brûlées, les chauffeurs de bus insultés ou les trafics de drogues au bas des cages d'escaliers, cette violence n'est que le résultat d'une autre violence qu'il nous faut traiter.

C'est la violence d'une société profondément injuste, d'un capitalisme impitoyable et destructeur. La violence d'une société qui condamne les plus pauvres, les couches populaires à être encore plus pauvres. Une société qui exclut, qui écrase, qui enlève tout espoir de s'en sortir aux jeunes et aux moins jeunes aussi. Une société qui méprise, qui discrimine, qui insulte clairement, qui dénigre toute une population.

A cette violence économique se rajoute la violence politique de l'arrogance des riches, des gens de pouvoirs qui vont faire la leçon, qui vont regarder de haut ces quartiers, entre incompréhension et mépris social, qui ne vont traiter les problèmes que pour mieux se protéger et se mettre à l'abri.

Alors nous sommes en colère face aux propos dégradants et violents de gens de pouvoirs qui ne voient dans ces quartiers ou dans sa jeunesse que délinquance et violence, quand ces mêmes gens ne défendent des solutions que répressives et pénales, quand ils ne voient comme solution que plus de policiers, « plus de bleus » ou plus de juges.

Alors que tout le monde sait, même les plus réactionnaires, les plus droitiers, que le problème de fond, le drame réel, c'est la pauvreté, la misère qui se concentre et qui finit par exploser. C'est le chômage et la précarité qui font des

ravages. C'est l'insalubrité des logements, leur densité, une promiscuité qui réduisent les espaces vitaux. C'est l'absence de services publics, de lieux de vies et d'espaces de rencontres, des cafés, des commerces de proximité, des espaces culturels, des salles, des foyers, des structures sportives pour toutes et tous qui casse le lien social.

Tout le monde sait que pour vivre décemment, il faut un emploi, un salaire correct, le respect de la dignité de chacun-e, être considéré, se sentir socialement utile.

Qu'y a-t-il dans ces quartiers aujourd'hui pour assurer tout cela ?

Tout le monde sait que plus de policiers, même de proximité, cela ne règlera rien concernant le chômage ou la qualité des logements.

Tout le monde sait ou devrait savoir que les politiques sécuritaires et répressives n'ont jamais rien solutionné, à part de rentrer dans un engrenage de violences que subissent en premier les habitant.e.s de ces quartiers.

On peut dès lors se demander pourquoi la mairie de Bordeaux, en concertation avec les villes de Cenon, Lormont, Bègles, Pessac, Eysines, avec la Métropole, avec le Département, avec la Région, ne se lance pas dans un plan d'urgence social pour répondre en priorité aux quartiers qui expriment leur souffrance.

Des rencontres extraordinaires pourraient être organisées dans ces quartiers. On pourrait rassembler les travailleurs sociaux, les animateurs, les éducateurs, les assistants, toutes celles et ceux impliqué-es professionnellement au quotidien. Des réunions avec les directions des écoles, avec des enseignant.e.s, des psychologues scolaires qui sont en contact direct avec les jeunes et les tout jeunes pourraient voir le jour. Des assemblées permettraient de faire un constat plus précis des situations, de faire remonter les idées, les propositions, les besoins, les manques, de la part de gens qui ont une expertise du terrain.

Des réunions de quartiers, regroupant les acteurs associatifs, sociaux et culturels mais aussi les petits commerçants, les structures présentes, là encore pour avoir un ressenti, un état des lieux, des idées... pourraient être envisagées.

La mairie pourrait appeler à des assemblées générales des habitant.e.s de ces quartiers, en respectant les règles sanitaires bien sûr, des assemblées qui permettraient l'expression des populations concernées, une expression qui manque tant aujourd'hui, comme si on se moquait de ce qu'elles ou ils pensaient. C'est fondamental de donner la parole aux gens concernés, de les écouter plutôt que d'étaler le mépris habituel des nantis.

Il y aurait tout un travail à faire. Nous sommes convaincu.e.s que les réponses à apporter sont des réponses sociales, qu'il faut des moyens financiers et humains pour améliorer la vie dans les quartiers dits sensibles. Il est nécessaire de recruter et former du personnel pour faire face aux dégâts sociaux considérables, partout dans les écoles, les centres d'animations ... Ce devrait être une priorité pour les mois qui viennent. Mais la solution, ce n'est pas que ça.

La question est aussi posée d'une démocratie, d'une démocratie directe, des droits pour les habitant.e.s de discuter de la vie dans leur quartier, de ce qu'il faudrait améliorer, pour recenser les besoins et les priorités ou les urgences. Il

faudrait des outils collectifs qui ne permettent pas seulement de rassembler les gens pour débattre mais qui donnent en plus des moyens de décider et de s'auto-organiser pour les habitant-es, avec un budget à disposition.

C'est le moment à la fois de mettre à disposition des lieux de rencontres et de débats, des lieux de vies qui permettraient de recréer des liens de solidarité, une conscience collective, un espoir d'autre chose.

Mais cela suppose de prendre en compte les drames sociaux actuels et de vouloir y répondre en s'appuyant sur les bonnes volontés, en coopérant avec tous les acteurs de la ville déjà impliqués, avec les réseaux associatifs, avec toutes et tous les habitant-es volontaires pour agir.

Si cette politique était mise en place, le groupe "Bordeaux En Luttés" serait disponible même enthousiaste pour aider lors de réunions de travail commun. Que pensez-vous de cette proposition ?